

**RAPPORT N° 2023/1-15
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 23 février 2023**

OBJET

DECLASSEMENT ET MISE A LA REFORME, AVEC POSSIBILITE DE DON A DES ASSOCIATIONS, D'INSTRUMENTS ET DE MATERIELS DE L'ECOLE DE MUSIQUE DE BEAUSEJOUR

Référence au projet politique : Orientation 2 / Axe 6 / Engagement 14

L'objet du présent rapport s'inscrit en référence au projet politique de la mandature comme suit :

- Orientation 2 : « favoriser le développement équilibré du territoire intercommunal » ;
- Axe 6 : « s'orienter vers un développement humain ambitieux » ;
- Engagement 14 : « engager la CINOR vers une politique culturelle novatrice et structurée ».

L'Ecole de Musique Intercommunale de Beauséjour dispose d'une série d'instruments et de matériels inutilisés ou hors d'usage, qui sont actuellement immobilisés, et pour lesquels il est proposé de procéder au déclassement et à la mise à la réforme selon la liste figurant en annexe.

Les instruments ou matériels pourront faire l'objet d'un don aux associations qui en feraient la demande, sachant que le donataire prend les biens dans l'état où ils se trouvent, et qu'il ne pourra exercer aucun recours en garantie contre la collectivité, ni demander une quelconque réparation par la CINOR.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Prononcer le déclassement et la mise à la réforme des instruments et matériels figurant sur la liste jointe en annexe ;
- M'autoriser à donner à des associations qui en feraient la demande, lesdits instruments et matériels retirés du fonds de l'Ecole de Musique

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2023/1-15
du Bureau de la Communauté
en séance du 23 février 2023**

OBJET

DECLASSEMENT ET MISE A LA REFORME, AVEC POSSIBILITE DE DON A DES ASSOCIATIONS, D'INSTRUMENTS ET DE MATERIELS DE L'ECOLE DE MUSIQUE DE BEAUSEJOUR
Référence au projet politique : Orientation 2 / Axe 6 / Engagement 14

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/1-15 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20230223-BC2023-1-15-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

De prononcer le déclassement et la mise à la réforme des instruments et matériels figurant sur la liste jointe en annexe ;

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à donner à des associations qui en feraient la demande, lesdits instruments et matériels retirés du fonds de l'Ecole de Musique

Nombre de votants : 15 Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

03 MARS 2023

Le Président,
Maurice GIRONCEL

